



► Théorie du changement : Formalisation des entreprises pour le travail décent

Septembre 2021

► I. Introduction

La théorie du changement axée sur la formalisation des entreprises

La théorie du changement (TDC) présentée dans ce document ne porte que sur un seul objet : la formalisation des entreprises. Il s'agit de décrire le plus plausible des scénarios par lesquels la formalisation peut déboucher sur des entreprises plus durables et sur plus d'opportunités de travail décent. Elle s'inscrit dans le cadre de la théorie du changement sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle.¹

La théorie du changement part des prémisses suivantes : i) l'informalité compromet la survie et la croissance des entreprises et réduit donc la probabilité d'existence du travail décent ; ii) bien que la formalisation soit l'un des principaux moyens d'atteindre la stabilité des entreprises et de permettre leur croissance, elle doit être envisagée parallèlement à d'autres mesures ; iii) l'enregistrement et/ou l'intégration de toutes les entreprises dans le cadre économique et juridique national maximise les chances d'un travail décent pour tous, sans laisser personne de côté ; iv) l'accentuation de la formalisation peut bénéficier à toute la société.

La force de cette théorie tient à sa simplicité et à l'enchaînement de ses étapes. Elle propose un scénario selon lequel une chose mène naturellement à la suivante. Pour rendre la chaîne d'événements plausible, la réalité est, dans une large mesure, réduite à ses éléments essentiels. Les hypothèses définissent les conditions des relations de cause à effet. En réalité, cependant, un processus de changement est beaucoup plus complexe, avec à terme des effets secondaires, des boucles et des relations inversées. Le meilleur

usage que l'on peut faire de la théorie du changement est de prévoir comment les événements pourraient se produire, sous certaines hypothèses. Elle peut aussi servir à concevoir un modèle d'intervention avec des activités précises qui donnent des résultats spécifiques concourant à la réalisation d'un objectif global.

Que signifient l'informalité et la formalisation des entreprises ?

Selon la Recommandation n° 204 sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, adoptée en 2015, les termes "économie informelle" désignent toutes les activités économiques des travailleurs et des unités économiques qui - en droit ou en pratique - ne sont pas couvertes ou insuffisamment couvertes par des dispositions formelles. Cela n'inclut pas les activités illicites. Faire passer des activités de l'économie informelle à l'économie formelle signifie qu'elles doivent être entièrement déclarées, être couvertes par la législation et donner lieu à une protection efficace.

La formalisation des **entreprises** signifie s'assurer que ces dernières soient couvertes par la réglementation avec les avantages et les obligations que cela entraîne. Il s'agit d'étendre le champ d'application de la réglementation en matière fiscale, du travail et de sécurité sociale à l'ensemble des entreprises sans exception, indépendamment de leur taille, du secteur dans lequel elles opèrent ou d'autres critères. Il s'agit également de leur reconnaissance en tant que personne juridique, de l'enregistrement des entreprises et de leur respect des obligations légales.² Ainsi, afin de mesurer le degré d'informalité parmi les unités économiques, il faut déterminer : 1) dans quelle mesure les unités

1 BIT, [Transition de l'économie informelle à l'économie formelle](#) - Théorie du changement, 2021.

2 BIT, [Transition de l'économie informelle à l'économie formelle](#) - Théorie du changement, 2021. BIT, [Formalisation des entreprises : Une Introduction](#), Résumé Thématique No. 1/2021.

économiques sont **enregistrées** auprès des organismes compétents à l'échelle nationale ; 2) dans quelle mesure elles **respectent** les réglementations qui leur sont applicables (par exemple en matière commerciale, fiscale, sociale, du travail).

Dans ce contexte, il est important que les politiques et stratégies de formalisation soient adaptées au contexte national et aux réalités des diverses catégories de groupes cibles sur le terrain, afin de permettre aux entreprises de devenir formelles, tout en assurant, pendant la transition, la préservation et l'amélioration des moyens de subsistance préexistants.

Lorsque les **indépendants**³ formalisent leur activité économique, l'unité économique et l'entrepreneur sont tous deux couverts et protégés par les lois en vigueur, et l'unité économique peut s'engager dans des transactions commerciales formelles.

Pour les salariés du secteur informel, la formalisation des entreprises est un préalable à la formalisation de leur emploi. Pour les salariés comme pour les indépendants, le passage à la formalité implique de leur assurer une protection sociale et du travail adéquate.

En quoi consiste la formalisation des entreprises ?

La formalisation des entreprises peut être obtenue en augmentant le taux de formalité des unités économiques d'un pays. Cela implique : a) de promouvoir la création d'unités économiques formelles ; b) de faciliter la transition des unités économiques informelles vers l'économie formelle ; c) de prévenir l'informalisation des unités économiques formelles.

Cela suppose la mise en place d'un cadre juridique et réglementaire, associée à des interventions non réglementaires, afin de réduire les obstacles à la formalité et de faciliter la transition vers celle-ci, en s'appuyant sur le dialogue social. Ainsi, il s'agira de : i) simplifier les procédures et prescriptions, renforcer les avantages de la formalisation et réduire le coût de l'activité dans l'économie formelle ; ii) faciliter l'enregistrement des unités économiques et renforcer leur capacité et leur volonté de respecter la loi ; iii) élever la productivité des unités économiques ; iv) rendre moins attrayante l'activité informelle.

Comme le souligne la Recommandation n° 204, la formalisation des entreprises s'inscrit dans une approche plus large, celle de la transition de l'économie informelle à l'économie formelle, qui comprend des mesures visant à renforcer les politiques économiques, sociales et environnementales, à établir des institutions

solides et à assurer une concurrence loyale sur les marchés nationaux et internationaux.

Les moteurs de l'informalité

Plusieurs déterminants alimentent l'informalité des entreprises :⁴

► **Au niveau de l'entreprise elle-même**, ces déterminants (ou les obstacles à la formalisation) sont les suivants : sexe, âge, éducation, aspirations entrepreneuriales et degré de pauvreté de l'entrepreneur ; productivité de l'entreprise ; niveau de compétence technique et managériale des entrepreneurs et des travailleurs. Les entrepreneurs engagés dans une activité de survie n'ont souvent pas les moyens, les connaissances ou l'ambition d'entreprendre la formalisation. Les femmes peuvent être confrontées à des difficultés supplémentaires qui font obstacle à cette formalisation. Un autre déterminant tient à la taille de l'entreprise. Les petites entreprises sont souvent négativement affectées par un environnement commercial qui leur est inadapté, limitant par exemple leur accès au financement.

D'autres facteurs sont liés à l'environnement dans lequel l'entreprise opère :

► **Dans la sphère juridique et institutionnelle**, ces facteurs comprennent les règles, les réglementations et la gouvernance de l'économie, ainsi que les actifs sociaux et les attitudes des personnes qui s'engagent dans une activité économique pour gagner leur vie (respect, autonomie, discrimination, coopération, par exemple). La faiblesse des lois, des réglementations, des institutions et des mesures d'application de la législation induit l'informalité, qui peut être exacerbée par un manque de confiance des acteurs.

► **Les facteurs enracinés dans l'économie** incluent ses caractéristiques macroéconomiques, sa capacité à être concurrentielle et sa résilience aux chocs. Les économies fragiles suscitent l'informalité, et réciproquement.

On a récemment pris conscience que des facteurs environnementaux engendrent ou perpétuent l'informalité. Du fait que de nombreuses unités économiques informelles dépendent de la disponibilité et de l'utilisation de ressources naturelles telles que les minéraux, les forêts, les ressources piscicoles et les terres agricoles, limiter l'accès à celles-ci aurait pour effet de restreindre leurs moyens de subsistance, voire leur raison d'être. Il existe un effet d'entraînement réciproque entre précarité environnementale et informalité.

3 Dans le présent document, le terme « indépendant » désigne les travailleurs indépendants, aussi dénommés travailleurs à leur propre compte.

4 Le terme « entreprises » est employé ici comme équivalent à « unités économiques », expression qui figure dans la [Recommandation \(n° 204\) sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, 2015](#).

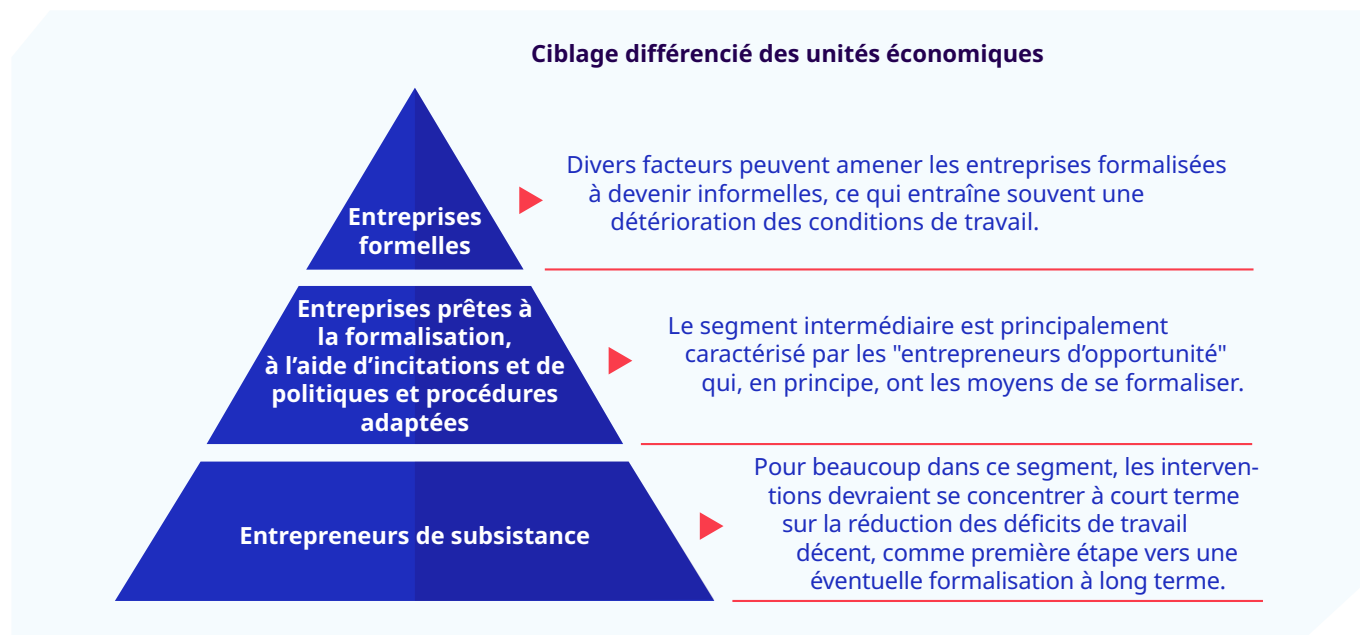
Consciente de la réciprocité des causes et des effets de l'informalité, l'OIT a élaboré un cadre normatif internationalement reconnu sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle.⁵

Diversité des unités économiques informelles

Dans de nombreux pays, les entreprises informelles constituent la plus grosse part du secteur privé. Mais il existe des différences importantes entre elles, qu'il s'agisse de leurs raisons d'opérer dans l'informalité ou de leur capacité - et volonté - à devenir formelles. On peut distinguer trois segments d'entreprises, représentés dans une « pyramide de la formalisation » qui donne une représentation de la taille de chacun des segments.

- Au bas de la pyramide se trouvent les opérateurs mus par la nécessité, faute d'autre source de revenu du travail. Pour la plupart d'entre eux, l'entrepreneuriat est leur dernier recours, l'objectif principal étant de se maintenir à flot et de survivre.
- Le groupe intermédiaire est appelé « entrepreneurs d'opportunité ». En principe, ils ont la capacité de gérer une entreprise et les moyens de la formaliser. Certains ont le potentiel de se développer et de créer des emplois. Certaines de ces entreprises ne sont pas encore en mesure de se formaliser, tandis que d'autres se conforment à certains aspects de la loi, tout en omettant délibérément d'en respecter d'autres.
- Au sommet, généralement le plus petit groupe dans les pays en développement et émergents, se trouvent les entreprises formalisées, intégrées au système économique et juridique du pays.

Figure 1 : Pyramide de la formalisation des entreprises



Différenciation des approches

Étant donné la diversité structurelle et la complexité des économies où les activités informelles sont fréquentes, les stratégies de formalisation des entreprises doivent tenir compte de la dimension de genre et doivent être différenciées afin de garantir que l'approche est adaptée au contexte. Il n'y a tout simplement pas de solution unique applicable à tous les cas.

La théorie du changement décrite ci-dessous tente de rendre justice à la segmentation et à la pluralité des approches. Une description plus élaborée des

problèmes et des solutions possibles est présentée dans une série de résumés thématiques sur la formalisation des entreprises (BIT, 2021).⁶

La mise en œuvre des changements visant à accentuer la formalisation doit tenir compte des facteurs d'informalité mentionnés ci-avant, du contexte national et des circonstances locales des unités économiques. Les interventions sont plus efficaces lorsqu'elles sont combinées et s'attaquent aux différents déterminants de l'informalité dans une approche intégrée.

5 [Recommandation \(n° 204\) sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, 2015.](#)

6 Les résumés thématiques sur la formalisation des entreprises sont disponibles à cette adresse : www.ilo.org/ef. Pour le français, suivre aussi [ce lien](#).

► II. Théorie du changement : La formalisation des entreprises pour un travail décent

Les entreprises durables sont indispensables à la création d'emplois décents...

Les entreprises - de tous types et de toutes tailles - sont le principal vecteur de la création et du maintien des emplois et des moyens de subsistance, ainsi que de la croissance économique.⁷ Cependant, dans de nombreux pays, les entreprises ne sont pas toutes pleinement intégrées au système légal et réglementaire national ou couvertes par celui-ci. Pour diverses raisons, on ne compte à l'échelle mondiale que deux unités économiques sur dix enregistrées comme unités formelles.⁸

... mais un taux élevé d'informalité freine le progrès économique et social.

Entre autres désavantages, les entreprises informelles ont tendance à ne pas profiter des possibilités offertes par le marché, leurs propriétaires et leurs salariés ne sont généralement couverts ni par la protection sociale ni par le droit du travail et elles n'ont pas accès à un soutien financier formel. Leur survie et leur potentiel de croissance sont menacés par leur capacité réduite de : créer des liens commerciaux ; conclure des contrats légaux ; avoir accès à la terre et à d'autres ressources productives ; améliorer leur productivité ; s'engager dans des coentreprises. Avec la digitalisation croissante de la société, un propriétaire d'entreprise peut se voir refuser l'accès aux services bancaires faute de statut juridique déclaré.⁹

Il est important de noter que le taux élevé d'informalité des entreprises est aussi associé à un niveau plus faible de travail décent. Pour les travailleurs (y compris les propriétaires d'entreprises), les conséquences de l'informalité peuvent être lourdes : entraves au plein exercice des droits et à l'accès aux systèmes de sécurité sociale, notamment à l'assurance sociale. Lorsque les travailleurs opèrent dans des conditions précaires, cela affecte leur pleine contribution à la productivité et à la croissance des entreprises. Leurs aptitudes et compétences ne sont pas formellement reconnues par le système éducatif.¹⁰ Ainsi, l'informalité économique mène à l'exclusion sociale.

Un degré plus élevé de formalisation peut profiter à toute la société, grâce à une main-d'œuvre plus productive, une croissance économique mieux régulée, un renforcement de l'État de droit, des règles du jeu plus équitables pour une concurrence plus loyale, une assiette élargie d'imposition et de contribution sociale pour financer les services publics tels que les soins de santé, l'éducation et la protection sociale, et une cohésion sociale renforcée.

Le développement durable restera hors de portée sans la possibilité pour tous d'accéder au travail décent...

Le fait d'intégrer toutes les entreprises et tous les travailleurs au même tissu économique et social d'un pays renforce ses perspectives de croissance, d'amélioration du bien-être, de cohésion sociale et d'égalité. La formalisation des entreprises et des emplois permet de travailler dans des conditions de travail décentes, ce qui stimule le développement des entreprises grâce à l'amélioration de la productivité et à la croissance des revenus. Elle permet également d'élargir les perspectives des entrepreneurs, avec des possibilités nouvelles et plus nombreuses sur le marché au moyen d'investissements, de liens commerciaux et d'un accès aux services pour stimuler l'innovation.

L'informalité constitue aussi, et de plus en plus, une menace pour la durabilité environnementale. L'utilisation non durable des ressources naturelles limite leur disponibilité pour les générations futures, qu'il s'agisse des océans, des lacs, des rivières, des eaux souterraines, des forêts, des terres arables, des minéraux, ou des matériaux de construction comme la pierre et le sable, etc. En outre, l'absence de pratiques durables en matière d'élimination des déchets, de contamination et de pollution de l'air nuit au bien-être humain et compromet la pérennité des entreprises elles-mêmes. Pourtant, l'informalité n'est pas une cause en soi de dégradation de l'environnement. Les entreprises formelles peuvent également mener des opérations non durables et nuisibles, en raison de l'ignorance, de l'absence de réglementation environnementale ou de l'inefficacité de son application. Par conséquent, l'amélioration du cadre juridique et réglementaire de la formalisation des entreprises devrait aller de pair avec le

7 BIT, *Small matters - Global evidence on the contribution to employment by the self-employed, micro-enterprises and SMEs*, 2019. Le résumé analytique du report en français est disponible [ici](#).

8 BIT, *Les Femmes et hommes dans l'économie informelle. Un panorama statistique*, (troisième éd.), 2020.

9 BIT, *Small goes digital - How digitalization can bring about productive growth for micro and small enterprises*, 2021. Le résumé exécutif du report en français est disponible [ici](#).

10 Robert Palmer, *Lifelong learning in the informal economy : a literature review* (BIT, 2020).

renforcement de la gouvernance environnementale pour toutes les entreprises.

...et de faire de la formalisation des entreprises une proposition gagnant-gagnant ...

Si l'on met en place des incitations efficaces à la formalisation, ainsi que des institutions fortes et efficaces, capables et désireuses de fournir des avantages aux entreprises formalisées, de nombreuses entreprises s'intégreront à l'économie formelle et en tireront des avantages.¹¹ Elles peuvent alors renforcer leurs liens commerciaux, tout en concluant et en faisant respecter des contrats avec des entreprises formelles, ce qui les aide à élargir leurs marchés - notamment à l'exportation. Elles peuvent aussi devenir éligibles aux appels d'offres des marchés publics. Des financements appropriés et abordables ainsi que des services de développement des entreprises deviennent progressivement plus accessibles (puisque le principal obstacle, l'informalité, est supprimé), favorisant l'adoption d'innovations technologiques et l'amélioration de la productivité, augmentant ainsi la compétitivité. L'augmentation de la rentabilité et du potentiel d'emploi qui en résulte crée un cercle vertueux vers plus de travail décent.

Toutefois, cette dynamique peut ne pas s'appliquer de la même manière à toutes les unités informelles. Lorsque les indépendants exercent une activité économique dans le but principal d'assurer leur subsistance, ils ne sont pas forcément tous capables - ou désireux - de se formaliser et de se conformer à toutes les exigences immédiatement. Leur capacité économique doit d'abord être renforcée, de sorte que la formalisation puisse devenir abordable et réalisable à un stade ultérieur. Considéré comme un processus progressif vers l'atteinte d'une formalisation complète, l'accès aux services de santé et de soins, à la protection sociale, aux infrastructures urbaines, à l'éducation et à la formation, ou le soutien du gouvernement en cas de chocs, comme dans le cas de la pandémie de COVID-19, peuvent faciliter la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle.

... tandis que les gouvernements élargissent leur assiette fiscale et perçoivent des recettes qui peuvent financer une amélioration des services.

Les recettes fiscales permettent aux gouvernements de fournir de meilleurs services publics, essentiels à la mise en place d'un environnement propice aux entreprises. Si les gouvernements disposent d'une plus grande marge de manœuvre budgétaire, ils peuvent également améliorer les conditions dans lesquelles les entreprises opèrent, comme les infrastructures (places de marché, transports,

électricité, connectivité, gestion des déchets, sécurité, etc.), les investissements humains (santé, éducation, protection sociale) et financer des programmes de développement des capacités pour les entrepreneurs et les travailleurs.

Pourtant, les coûts économiques de la formalisation ont tendance à décourager les entrepreneurs....

Il faut reconnaître que, du point de vue des entrepreneurs individuels, le non-respect de la loi entraîne des coûts, tels que des amendes et un manque à gagner en cas de fermeture de l'entreprise. Pourtant, ils peuvent concevoir des avantages à continuer d'opérer de manière informelle, c'est-à-dire sans être enregistrés par les pouvoirs publics et en restant invisibles pour les autorités fiscales. Les propriétaires d'entreprises qui choisissent délibérément cette voie y perçoivent des avantages immédiats pour leurs opérations commerciales quotidiennes. Cependant, ils sous-estiment souvent les risques liés à l'activité informelle. Parmi les répercussions, on peut citer l'inéligibilité aux aides publiques en cas de besoin ou l'impossibilité de signer des contrats et de demander réparation en justice. Certaines activités commerciales échappent au cadre réglementaire de jure sans intention délibérée. C'est le cas, par exemple, lorsque l'industrie agroalimentaire est régie par des règles sanitaires strictes, qui confinent les activités à des espaces de travail désignés et certifiés, excluant ainsi les petites boulangeries et les unités de transformation de jus de fruits, souvent tenues par des femmes depuis leur domicile. Pour d'autres, bien qu'ils exercent une activité économique dans le respect des lois du pays, la formalisation peut tout simplement être trop coûteuse, et constituer un obstacle financier insurmontable pour la survie de l'entreprise à court terme. Dans de telles circonstances, ils ne peuvent tout simplement pas se permettre d'opérer de façon formelle. On peut prendre comme exemple le cas d'une petite entreprise de construction sur un marché concurrentiel où les marges sont faibles.

... les pouvoirs publics devraient donc accroître leur efficacité et leur responsabilité et, étape par étape, augmenter les avantages de la formalisation tout en réduisant ses coûts.

Certains gouvernements peuvent ne pas être suffisamment transparents quant à l'utilisation des ressources publiques. Une gouvernance faible comme un manque de transparence et de responsabilité peuvent affecter la confiance de la population dans les pouvoirs publics, de même qu'entraver l'application effective des lois, ainsi que les mécanismes et les mesures prises pour la faire respecter. Cela peut décourager les entrepreneurs de se formaliser et de se conformer à la loi. Les

11 BIT, *Formalisation de l'entreprise*, 2017.

entreprises sont plus enclines à se formaliser si elles ont confiance dans les politiques publiques et quant à l'utilisation des ressources publiques. Il est donc important de renforcer les institutions et la gouvernance.

Étant donné l'hétérogénéité des entreprises informelles – avec, dans les pays en développement, de nombreuses unités axées sur la survie et une beaucoup plus faible proportion d'entrepreneurs ambitieux ayant un potentiel de croissance –, il faut adopter une approche différenciée. Il est essentiel de bien hiérarchiser et ordonner les étapes à suivre en mettant l'accent sur les bonnes étapes et de les séquencer : d'abord rendre économiquement plus viable un premier groupe d'unités, avant de les inciter à se formaliser complètement. Soutenir certaines personnes, comme celles qui s'engagent dans des activités de subsistance, pour qu'elles s'associent au sein d'organisations de l'économie sociale et solidaire peut être une étape importante dans un processus graduel de formalisation.

Dans le cas des entreprises contraintes à des activités de survie, leurs capacités financières et administratives sont souvent trop limitées pour qu'elles s'acquittent du versement régulier de cotisations de sécurité sociale et se conforment aux obligations fiscales envers les autorités locales et nationales – même si le coût d'une licence unique serait gérable. Pour cette catégorie d'unités, une approche adaptée de la formalisation devrait être adoptée, comprenant la simplification et l'adaptation des procédures administratives destinées à ce sous-segment des acteurs économiques, associées à un soutien économique ciblé.¹² La formalisation de telles entreprises doit être conçue comme un processus graduel, avec des étapes successives vers une intégration complète. À cet égard, les guichets uniques et les plateformes en ligne sont devenus des moyens efficaces d'établir le lien et d'accélérer les enregistrements auprès de plusieurs agences gouvernementales. Ces dispositifs devraient permettre de faire connaître et de promouvoir activement les avantages de la formalisation auprès des unités économiques informelles.

Les entrepreneurs orientés vers la croissance sont plus susceptibles d'être motivés du fait qu'ils perçoivent les bénéfices de la formalisation -ou du maintien en situation formelle. Il est important que les gouvernements communiquent clairement, au moyen de sites Web et par des campagnes de marketing social, les raisons et les avantages de la formalisation. Il est évident que tout le monde est tenu de respecter la loi. Renforcer ce respect est

donc un mécanisme important pour augmenter le niveau de formalisation. Mais, dans certains pays, la proportion même des activités informelles limite les possibilités de faire appliquer la loi. Il faut donc prioritairement rendre l'enregistrement et le respect de la loi plus simples, plus rapides et plus gratifiants, ce qui peut être facilité par la digitalisation.

La formalisation des entreprises devrait également être étendue à sa main-d'œuvre...

Pour atteindre l'objectif du travail décent, il est indispensable d'intégrer les travailleurs au cadre juridique et institutionnel en vigueur, de veiller au respect des lois et réglementations et d'associer les travailleurs aux décisions par le dialogue social. La formalisation progressive des entreprises est nécessaire pour formaliser les emplois et ainsi établir des conditions de travail plus sûres et une meilleure protection sociale. C'est une question de bon sens économique. Des travailleurs motivés et bien protégés sont plus productifs, tombent moins souvent malades, ont moins d'accidents et sont moins susceptibles de quitter l'entreprise pour saisir d'autres occasions.¹³

... pour ancrer l'amélioration de la productivité et faire prospérer les entreprises.

La compétitivité des entreprises dépend dans une large mesure de la productivité de la main-d'œuvre. L'efficacité du soutien technologique, de l'innovation, du développement des compétences, entre autres, dépend de la motivation et de la capacité de la main-d'œuvre à adopter les changements. Par conséquent, dans le cadre des politiques de formalisation, les gouvernements devraient, en consultation avec les partenaires sociaux et en collaboration avec le secteur privé, mettre en œuvre des stratégies d'amélioration de la productivité. Ces stratégies devraient inclure, entre autres, un soutien à l'adoption de technologies permettant une meilleure utilisation des ressources et l'adoption de pratiques respectueuses de l'environnement sur le lieu de travail. Les mesures d'incitation peuvent faciliter ces processus d'« écologisation » et aider les entreprises à tirer parti des nouvelles possibilités économiques qu'offre l'économie verte. Considérée de cette manière, la formalisation offre un triple avantage : des entreprises plus compétitives, un travail décent et un milieu de vie amélioré.

Le rôle des partenaires sociaux est primordial....

Pour surmonter l'informalité en tant qu'obstacle au travail décent et au développement durable, il faut

12 BIT, *Extending social security to self-employed workers – Lessons from international experience*, 2021.

BIT, *Formalisation des entreprises : exigences en matière d'enregistrement, de fiscalité et de sécurité sociale pour les TPE*, Résumé Thématique 3/2021. BIT, *Policy resource package on extending social security to workers in the informal economy*.

13 BIT, *Social Protection among Vietnamese SMEs: Implications for Firm Performance 2012-16*, 2019.

bien comprendre ses symptômes et ses causes. La conception et la mise en œuvre de mesures de formalisation doivent se fonder sur des diagnostics approfondis et une analyse approfondie des options stratégiques possibles. Des processus de dialogue social inclusifs et bien informés devraient sous-tendre la réforme et les mesures concrètes d'amélioration.

À cette fin, il convient de promouvoir les mécanismes bipartites et tripartites et le dialogue avec les organisations de travailleurs et d'employeurs. La capacité de ces dernières à contribuer de manière significative à la formalisation progressive devrait être renforcée. Il est important que des consultations avec les entreprises et les travailleurs de l'économie informelle soient également organisées afin de comprendre pleinement les raisons de l'informalité et les facteurs qui promeuvent la formalisation. Par le biais d'organisations fondées sur l'adhésion, les acteurs devraient être en mesure d'exprimer leurs points de vue et de s'assurer que leur parole est entendue. Compte tenu du rôle des organisations représentatives des travailleurs et des employeurs dans les institutions et les processus de dialogue social, il est important que ces organisations renforcent en outre leurs relations avec les entreprises de l'économie informelle et leurs organisations et, le cas échéant, ouvrent leurs portes, et celle de leurs services, à ces entreprises.

.... de même que l'établissement d'un programme de formalisation exhaustif.

La progression de la formalisation des entreprises dépend des interactions entre la réglementation en vigueur, les facteurs économiques et sociaux, et la situation des individus. Elle dépend aussi étroitement de l'existence d'un environnement propice à ce que les entreprises prospèrent et se développent durablement. Tous ces éléments doivent être pris en compte lors de l'élaboration d'une stratégie de formalisation couplée à l'appui au développement des entreprises.

L'amélioration de la gouvernance de la formalisation implique une législation et une réglementation appropriées et bien coordonnées en matière d'enregistrement des entreprises, de fiscalité et de concurrence. Elle doit inclure des mécanismes d'inspection et de mise en application efficaces, avec transparence et responsabilité, suivant une approche basée sur les droits.¹⁴ Mais il ne doit pas s'agir d'un effort isolé. Elle doit au contraire s'inscrire dans un cadre politique global visant à relever le niveau de travail décent dans l'ensemble de l'économie, dans toutes les unités économiques.

Ce programme comprendrait également des incitations économiques en vue, notamment, d'atteindre les objectifs suivants : formalisation dans le cadre des stratégies de développement des chaînes de valeur ; amélioration de l'accès aux services financiers ; transferts de technologie ; gains de productivité ; regroupement d'entreprises ; développement des compétences. Ces mesures constituent une approche systémique de l'amélioration de la productivité au niveau de l'entreprise, du secteur et du pays.

Les déterminants sociaux et individuels de la formalisation doivent aussi être abordés, en prenant en considération toute une série de facteurs qui prévalent dans chaque société : normes, relations de confiance, ségrégation, stigmatisations, codes de conduite, habitudes, sens de l'autonomie, coopération, pressions sociales, etc. Souvent négligés, ces facteurs culturels peuvent avoir une influence décisive sur les comportements à l'égard de la formalité.

La mise en œuvre doit être conçue et programmée avec soin

Compte tenu de l'ampleur du programme de formalisation et du temps nécessaire pour assurer la formalisation progressive de toutes les entreprises, l'éventail des options stratégiques est tout aussi large. Simplifier et réduire les coûts d'enregistrement des entreprises est souvent l'une des premières étapes, aujourd'hui facilitée par les technologies numériques. Mais pour inciter les entrepreneurs à formaliser leur entreprise, il faut souvent mener une campagne de sensibilisation bien conçue sur les avantages, les droits et les obligations, ainsi que sur les répercussions du maintien dans l'informalité. Les associations professionnelles et les réseaux sociaux doivent être mobilisés pour accroître la portée et la crédibilité de cette campagne.

... en adoptant une approche systémique...

Pour être efficaces, ces mesures doivent être bien ciblées et bien coordonnées entre toutes les parties prenantes concernées, car la formalisation effective recouvre de nombreux domaines thématiques et les diverses catégories d'entreprises connaissent des situations et des attentes différentes. En fait, la diversité et la précarité des acteurs informels appellent une réponse multiple qui optimise l'équilibre entre incitations, soutien et sanctions.

Une approche systémique doit être adoptée pour s'attaquer aux causes profondes de l'informalité et obtenir des résultats durables et à grande échelle. Cela commence par la reconnaissance de la dynamique de l'informalité et de la

¹⁴ BIT, *A guide to selected labour inspection systems (with special reference to OSH)*, 2011.

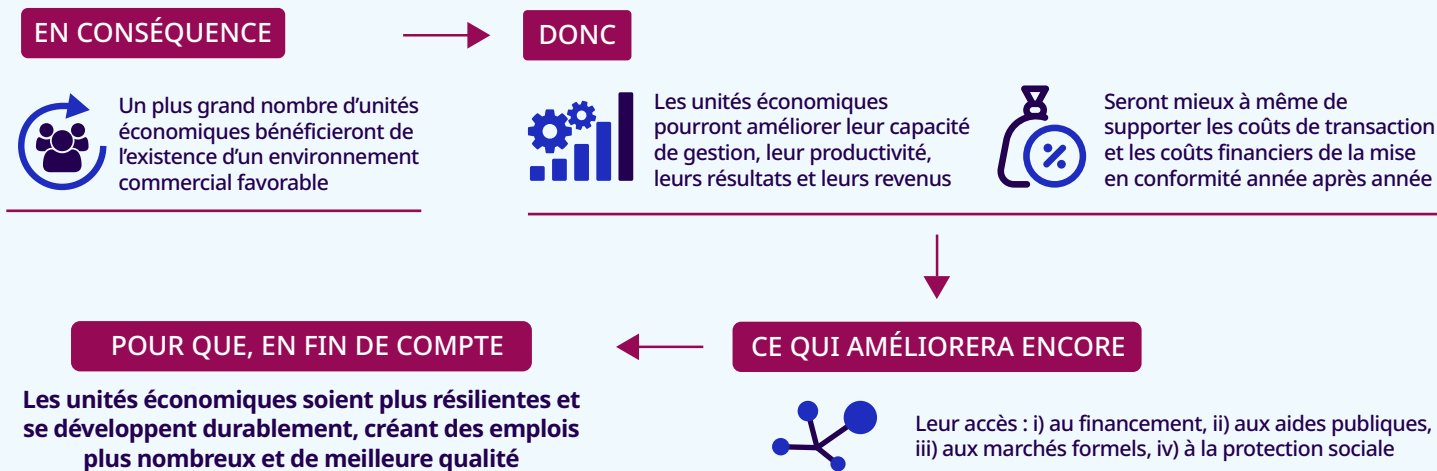
situation spécifique de certaines catégories d'entrepreneurs, par exemple ceux des zones rurales, les migrants et les minorités ethniques. Les mesures doivent également prendre en considération pour s'y attaquer les obstacles auxquels se heurtent certains groupes tels que les entrepreneurs en phase de démarrage, les femmes, les jeunes et les organisations de l'économie sociale et solidaire.

... pour faire de la formalisation des entreprises un outil au service du développement durable.

À mesure que les entreprises durables se développent et prospèrent, elles deviennent plus susceptibles d'adopter des pratiques à l'épreuve du changement climatique et économes

en ressources, qui contribuent à préserver les ressources naturelles pour les générations futures. Par ailleurs, la demande de biens de consommation durables – dans les domaines de l'alimentation, de la mode, des véhicules, ou de l'énergie – augmente à un rythme soutenu. L'idée selon laquelle « les activités vertes sont de bonnes affaires » s'impose. Par conséquent, les stratégies de formalisation doivent aussi tenir compte des réglementations environnementales, qui deviennent de plus en plus courantes face à la dégradation et à la surutilisation des ressources. Parallèlement, les gouvernements offrent davantage d'incitations à la compensation des émissions de carbone, au passage à des sources d'énergie renouvelables et à l'adoption de modèles économiques circulaires.

Comment la formalisation des entreprises peut-elle conduire à un développement durable des entreprises ?



Comment la formalisation des entreprises conduit-elle à davantage d'emplois de qualité ?

